

RÉGION VERVIÉTOISE - SYNDICAT CHRÉTIEN

Il a été le big boss de la CSC enseignement

Le Stavelotain Eugène Ernst aura été un des acteurs majeurs des écoles en pleine mutation

Eugène Ernst, Aubelois d'origine, puis prof à Malmedy, avant de devenir le secrétaire général de la CSC enseignement, prend une retraite bien méritée ce 1^{er} septembre. Ce Stavelotain retrace ses combats et évoque son parcours hors du commun, alors que l'enseignement n'a cessé d'évoluer...

ENTRETIEN
Eugène Ernst

Ex-boss CSC Enseignement

Le Stavelotain Eugène Ernst prend sa pension ce 1^{er} septembre en tant que secrétaire général de la CSC enseignement. Cet Aubelois d'origine a entamé sa carrière d'enseignant à Saint-Hubert, avant de passer à Saint-Laurent Fléron puis de jeter l'ancre à l'Institut Notre-Dame à Malmedy. Il enseignera les maths, les sciences humaines et la gestion dans cette école technique à partir de 1979. « J'ai toujours été attaché à mon école, vu que quand on est permanent syndical, on bénéficie d'un congé syndical et

qu'on reste attaché à son école », dit-il. Il enseignera jusqu'en avril 2007, époque où il devient permanent CSC enseignement Liège - Verviers. En 2010, il accède au secrétariat général. Tache ardue, au rythme de « plus de 1.000 heures par an dans ma bagnole ». Ce qui fait « 42 jours de 24 h »...

➔ **Une année sans rentrée, ça va faire drôle ?**

C'est un sentiment très particulier. Depuis l'âge de 3 ans, soit depuis 59 ans, ma vie a été rythmée par les rentrées scolaires.

➔ **Irez-vous pêcher... ?**

Non. Déjà le 2 septembre, je rencontrerai une équipe souhaitant me voir. Je suis aussi actif dans mon village de Parfondruy. D'habitude, je préparais la fête locale entre deux. Ici, je serai plus actif. Je prendrai aussi un peu de vacances. Et avec des collègues néerlandophones, on soutient une école à Lubumbashi. On y participera à un séminaire syndical avec la CSC Congo...

➔ **L'enseignement en Communauté française a-t-il**

positivement évolué depuis votre engagement syndical ?

Répondre oui ou non serait difficile. Il y a une réelle difficulté dans l'exercice du métier et les préoccupations du monde de l'enseignement. Et ces difficultés ne se réduisent pas. Elles sont liées à l'évolution sociétale. Les publics sont de plus en plus hétérogènes, le brassage culturel augmente, le nombre d'élèves ne maîtrisant pas la langue de l'apprentissage croît... Il y a aussi les difficultés liées à l'introduction du digital. Aujourd'hui, un chahut ou un harcèlement entre élèves ou entre élèves et prof ne s'arrête pas au moment où la classe se ferme : avec les réseaux sociaux, la remise en cause des autorités se prolonge. Il y a aussi le fait que le prof est de moins en moins le seul vecteur du savoir, vu que l'accès à une série d'informations est instantané et spontané. Il y a aussi le fait que l'école fait de moins en moins autorité. (...) Mais à côté de ces difficultés, il y a des réformes intéressantes, comme



Eugène Ernst devant Saint-Michel : il regrette que les écoles verviétoises collaborent moins, désormais. © Y.B.

Les écoles de Verviers se concertent moins et il le regrette

celle de la formation initiale, soit la reconnaissance que le métier d'enseignant est de plus en plus difficile et nécessite une formation plus élevée, à partir de septembre 2020. (...)

VERVIERS A RÉGRESSÉ

➔ **Est-ce que l'enseignement dans l'arrondissement de Verviers a un caractère particulier ? Des atouts, des « peut mieux faire » ?**

Au départ de ma carrière syndicale, l'enseignement était très

segment : catholique et officiel ne se connaissaient pas. Alors, sur Verviers, côté catholique, il y avait une forte mise en commun et une concertation sociale fonctionnant bien, avec de fortes personnalités, comme Jean-Marie Delobel à SFX1, M. Noirfalise à Saint-Michel. Ils géraient pas mal de choses ensemble, avec les syndicats. J'ai le sentiment que cette cohésion s'est effritée. On a eu ensuite davantage de gens qui regardaient ce qui les préoccupait eux, sans regarder les autres, alors que Verviers était en avance sur d'autres pour toute une série de thématiques. Des écoles éprouvent des difficultés, notamment des techniques et professionnelles, et

on n'a pas le sentiment qu'elles sont soutenues. Les écoles de la périphérie se portent très bien (SFX2, St-Roch Theux, Herve...). C'est aussi le cas pour les écoles de l'officiel. (...) Entre réseaux, on n'a pas non plus beaucoup progressé pour se parler, organiser des choses ensemble... C'était le modèle que nous avons créé dans la CSC enseignement, où on a avait regroupé les centrales s'occupant des instits, une de l'enseignement technique, une du général et une autre de l'officiel. En 2005, on a créé une centrale s'occupant de toutes les problématiques de l'ensemble du personnel, tout en assurant à chacun une défense spécifique. On est la

seule centrale à avoir ce schéma regroupant le libre et l'enseignement officiel. (...)

➔ **Votre plus grosse déception ?**

On a peu progressé sur le décret taille des classes. Il a le mérite d'exister, mais les maxima sont élevés et il est facile d'obtenir des dérogations. Dans la classe de taille raisonnable, l'élève subit moins de bruit et l'enseignant lui consacre plus de temps. (...)

➔ **Votre successeur, Roland Lahaye, est un peu Verviétois lui aussi...**

Il vient de Voroux-Liers, mais lui comme moi, nous avons été permanents à Liège et à Verviers, à partir de 2007. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR Y. BASTIN



Avec son successeur, Roland Lahaye. © Bruno D'alimonte/Le Soir

Du bon et du moins bon

Le pacte d'excellence ? « Un bon compromis »



Eugène Ernst. © Le Soir

Le pacte d'excellence : un demi-échec ou un bond en avant ?

C'est un bon compromis. Il y a des choses auxquelles on tenait, mais il y a eu aussi des concessions. On tenait à ce qu'on investisse dans l'enseignement maternel pour améliorer l'encadrement, pour statuer une partie du personnel qui vivait depuis des années sous un statut APE (psychomotriciens, puéricultrices) et en se disant qu'en investissant dans le maternel et en prenant les difficultés à la source, il y aurait moins de difficultés pour gérer la suite. Sous cet aspect, le pacte va dans le bon sens. Les investissements précèdent la mise en place

des politiques. Exemple : les directions du fondamental se plaignaient de ne pas avoir d'aides suffisantes : elles ont obtenu des aides administratives l'année avant les plans de pilotage. On investit d'abord puis on demande d'évoluer dans les pratiques. Ça va dans le bon sens. Pour le secondaire, on demandait aussi la suppression des plages horaires (un prof pouvait donner deux heures de plus). À partir du 1^{er} septembre, ces places disparaissent. (...) Il est évident qu'à côté de cela, des concessions ont été faites, qui sont appréciées de manière nuancée. Pour les profs du secondaire, il y a par exemple 60 périodes par an de travail collaboratif imposées à partir du 1^{er} septembre. Les gens doivent évaluer ensemble, préparer leurs cours ensemble... La difficulté qu'on a, c'est la discussion du pouvoir organisateur par rapport à l'autonomie de l'enseignant pour gérer son travail collaboratif. On est au bout d'une négociation

pour mettre cela en place. (...)

Et le tronc commun ?

Au départ, on le voyait bien jusqu'à 14 ans au moins. Dans le cadre de la discussion, on l'a accepté jusqu'à 15 ans. Ça fait partie des équilibres du pacte. Aujourd'hui, les référentiels (compétences qu'un élève doit avoir acquises à tel âge) qu'on met en place sont prévus pour se terminer à 15 ans, pour un parcours entamé à 3 ans. Si le politique doit revenir sur ce choix, tout ce travail, qui se finalise, doit être revu. (...) Il apparaît que là où on allonge le tronc commun, c'est dans les pays où le système paraît le moins inégalitaire. Or, à 15 ans, on considère qu'il y a un écart de 2 ans entre les enfants venant des pays plus précarisés et ceux des pays plus favorisés, pour la maîtrise des apprentissages. C'est énorme... L'allongement du tronc commun doit générer davantage d'égalité, parce qu'on se concentre sur les mêmes apprentissages pour tous les élèves. ●

Métiers manuels

But : éviter qu'on quitte l'enseignement sans diplôme



Le tronc allongé, il y croit. © Y.B.

Les entreprises réclament des ouvriers disposant des aptitudes nécessaires et de l'envie de travailler manuellement, tout en bénéficiant d'une formation intellectuelle en rapport.

On a eu des contacts avec les employeurs dans le cadre du pacte. On constate que chez les employeurs il y a une demande par rapport aux compétences de base : le savoir-être et les savoirs élémentaires. Bien comprendre une consigne, être à l'heure... (...) **Être à l'heure, on peut aussi l'attendre d'un élève suivant des cours plus techniques...** Je vous fais part d'une remarque.

L'autre aspect, c'est l'évolution des technologies. Si quelqu'un est formaté pour apprendre sur une machine et qu'on change la machine, il est disqualifié. Or la durée des technologies se réduit de plus en plus. Il faut donc pouvoir s'adapter aux évolutions. Reste l'aspect strictement qualifiant. Aujourd'hui, qui va dans l'enseignement qualifiant ? La plupart sont des élèves en difficulté en langues étrangères, en maths ou en français. Ils y sont donc par relégation. L'objectif d'un tronc commun allongé travaillant sur la découverte de métiers est que plus d'élèves choisissent l'enseignement qualifiant parce qu'ils sont intéressés par un domaine technique : la mécanique, la construction... **15 ans, n'est-ce pas tard ?** Dans une série de domaines, ceux qui terminent l'enseignement qualifiant sont souvent ceux qui ont suivi l'enseignement général jusqu'à la 4^e ou l'enseignement technique de transition. De nom-

breux autres quittent l'enseignement sans diplôme. (...) L'évolution que le pacte propose devrait permettre à des élèves de suivre un parcours qualifiant de manière plus positive. Il nous reste un débat compliqué : comment un élève qui aura fait l'enseignement qualifiant pourrait-il entamer l'enseignement supérieur ? On cite souvent le système allemand, où l'orientation est précoce. Mais l'enseignement en alternance en Allemagne permet de produire des ingénieurs. Pour les élèves et les parents, il est important de permettre de ne pas s'arrêter nécessairement au niveau de l'enseignement secondaire. (...) Il faut que l'ensemble des acteurs réussissent ce tronc commun. Ce n'est pas en remettant en cause le travail réalisé qu'on arrivera à mieux le faire. Je crains qu'à un moment, les gens se disent : « On se fout de notre gueule ». Un tiers des écoles ont déjà rempli leur plan de pilotage. (...) ●